



VIH/SIDA

Stratégie mondiale du secteur de la santé

Rapport du Directeur général

1. En mai 2000, la Cinquante-Troisième Assemblée mondiale de la Santé a adopté la résolution WHA53.14 priant notamment le Directeur général de mettre au point une stratégie mondiale du secteur de la santé face aux épidémies de VIH/SIDA et d'infections sexuellement transmissibles. Cette stratégie devait s'insérer dans le cadre du plan stratégique du système des Nations Unies pour le VIH/SIDA pour 2001-2005.

2. Le Secrétariat a ébauché une stratégie en 2000-2001 au moyen de consultations approfondies avec plusieurs groupes d'intérêts. Le projet couvre les éléments fondamentaux de la riposte du secteur de la santé face au VIH/SIDA, notamment : la fixation des déterminants de l'épidémie ; la définition des interventions les plus efficaces dans différents cadres nationaux ; les moyens de faire en sorte que les systèmes nationaux de santé contribuent mieux à l'efficacité de ces interventions ; les moyens de surmonter les problèmes rencontrés dans le cadre des secteurs de santé nationaux, qui empêchent d'étendre l'action du système de santé ; et l'appui international fourni en faveur d'une riposte nationale plus efficace. Des informations sur l'intensification de la riposte et le projet de stratégie figuraient dans le rapport soumis à la cent septième session du Conseil exécutif en janvier 2001.¹

APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PROJET DE STRATEGIE

3. De nombreux Etats Membres souhaitent maintenant intensifier la capacité des systèmes de santé de faire face aux épidémies de VIH, notamment chez les pauvres. Ils recherchent l'appui de la communauté internationale – plus particulièrement des organismes coparrainants de l'ONUSIDA, dont l'OMS fait partie – pour intensifier l'action efficace du système de santé face au VIH/SIDA. Ils veulent que les systèmes de santé apportent une riposte particulièrement satisfaisante aux besoins des plus pauvres.

4. L'OMS se prépare à répondre au nombre croissant de demandes de soutien provenant des pays. Les responsables nationaux veulent un soutien pour : articuler pour les systèmes de santé des politiques fondées sur des bases factuelles ; établir des normes et des recommandations ; renforcer la capacité d'évaluer les tendances, afin d'apporter un appui technique de qualité et de développer les compétences de

¹ Document EB107/29.

tous les professionnels de santé ; négocier des alliances avec des entités privées ou bénévoles ; et entreprendre une sensibilisation à une échelle correspondant à l'ampleur de la tâche à laquelle ils sont confrontés. Ils souhaitent pouvoir stimuler la recherche sur des problèmes pertinents, innover et faire le point des progrès accomplis. Afin de pouvoir apporter ce soutien, l'OMS améliore l'organisation et le fonctionnement de ses travaux dans le domaine du VIH/SIDA et s'attache à la fois à engager et à recycler des membres du personnel.

5. A cette fin, le Département VIH/SIDA à Genève a été restructuré de façon à servir de point focal pour toute l'action liée au VIH dans l'ensemble de l'Organisation. L'OMS voudrait pouvoir permettre à tous les systèmes de santé nationaux dans les Etats Membres de lutter contre le VIH/SIDA dans le cadre d'une riposte globale, efficace et plurisectorielle aux niveaux national et local. Le Département a pour mission de définir, mettre au point et soutenir la fourniture (y compris la surveillance et l'évaluation) des principaux éléments d'une riposte étendue et efficace du secteur de la santé face au VIH/SIDA, afin d'interrompre la transmission du VIH et d'en atténuer les effets aux niveaux mondial, régional et national. Le Département comprend un groupe bases factuelles et politique, qui collabore avec les gouvernements, les systèmes de soins de santé et les collectivités pour établir et atteindre des normes optimales aux plans de la prévention du VIH/SIDA, des soins et du soutien aux personnes affectées, et un groupe d'appui technique qui s'emploie à réunir les compétences disponibles au niveau des équipes de pays, des bureaux régionaux, des Départements du Siège et des centres collaborateurs de l'OMS et fournir un appui direct aux pays fondé sur les connaissances disponibles. La restructuration permettra d'accroître la capacité de l'OMS à offrir : les meilleures pratiques en matière de conseil sur la prévention du VIH et les soins aux personnes touchées par le VIH dans des milieux pauvres en ressources ; des conseils sur la surveillance et l'évaluation des progrès accomplis ; l'appui au renforcement d'alliances nouvelles et efficaces ; et des compétences en matière de sensibilisation.

EVOLUTION DE LA STRATEGIE

6. La stratégie du secteur de la santé face au VIH/SIDA continuera à évoluer compte tenu des modifications de l'épidémie, des expériences acquises par les systèmes de santé nationaux dans leurs efforts pour assurer une riposte efficace, et des modifications intervenues dans le contexte international telles que la Déclaration d'engagement énergique sur le VIH/SIDA adoptée lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA, en juin 2001. Des secteurs de la santé plus forts et plus efficaces seront indispensables pour permettre aux pays et aux communautés de contribuer au maximum à la réalisation des cibles mondiales énoncées dans la Déclaration.

7. Ainsi, l'évolution de la *stratégie du secteur de la santé* tient dûment compte des buts en faveur desquels les gouvernements se sont engagés en adoptant cette Déclaration ainsi que des buts de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, adoptée au Sommet du Millénaire en septembre 2000, qui ont trait au VIH/SIDA et aux résultats en matière de santé génésique. Elle tient compte aussi des conditions des différents systèmes de santé nationaux et de celles de groupes de pays qui s'efforcent de mieux réagir à la menace du VIH/SIDA, et des contributions que pourraient apporter à la riposte au VIH/SIDA au niveau national les différentes parties, à savoir notamment les gouvernements, les organisations internationales, les entités privées, les organisations bénévoles, les personnes affectées par le VIH/SIDA, ainsi que les communautés qui s'occupent de la recherche sur les sciences biomédicales et sociales.

Consultations régionales

8. Une série de consultations régionales ont été organisées en 2001 en vue d'accélérer l'élaboration de la stratégie. Les recommandations issues de ces réunions ont mis l'accent sur les rôles critiques des systèmes de la santé dans la lutte contre le VIH/SIDA, les capacités limitées dont peuvent se prévaloir de nombreux systèmes de santé nationaux à ce stade et la nécessité d'établir de nouveaux partenariats, notamment au niveau communautaire, pour assurer des activités ciblées des systèmes de santé concernant le VIH/SIDA. Elles insistaient sur la nécessité de fixer des priorités, d'adopter des lois d'habilitation et de recueillir des fonds pour le secteur de la santé.

9. Les consultations ont également indiqué que la stratégie doit refléter les efforts actuels de caractère normatif sur la définition d'un ensemble d'interventions minimales nécessaires à la fois pour éviter l'infection par le VIH et soigner les personnes touchées par le virus. (Cette inclusion faciliterait l'incorporation des actions liées au VIH aux autres aspects du système de santé, comme ceux concernant la santé de la mère et de l'enfant et la santé génésique, les mesures prises pour faire face aux maladies infectieuses, et les maladies sexuellement transmissibles.)

10. Il a également été suggéré dans le cadre des consultations que la stratégie montre comment les systèmes de santé peuvent être davantage à l'écoute des besoins particuliers de certains groupes comme les travailleurs du sexe, les prisonniers, les réfugiés et les populations déplacées, les toxicomanes par voie intraveineuse et les militaires, ainsi que tous ceux qui sont pauvres et marginalisés. Elle devrait refléter l'impact des conflits armés, des embargos, des déplacements de population et des crises de réfugiés sur l'épidémiologie du VIH/SIDA et des maladies sexuellement transmissibles, et les possibilités qui en découlent pour une riposte efficace. Elle devrait démontrer comment les systèmes de santé peuvent mieux répondre à la nécessité de protéger et de soigner tous les agents de santé.

11. Les consultations ont fait ressortir l'importance de la surveillance, du suivi, de la recherche et de l'évaluation. Nos connaissances restent très incomplètes et il est indispensable de poursuivre les recherches techniques et scientifiques ainsi que les recherches opérationnelles qui permettront d'améliorer l'efficacité de la prestation et de la couverture des interventions pour les personnes qui en ont besoin. La surveillance de la santé publique requiert des démarches associant tout à la fois la surveillance sentinelle, la surveillance comportementale et la surveillance et l'évaluation générales, en liaison étroite avec les stratégies de programmation.

12. Il a été proposé que les révisions de la stratégie identifient les ressources et les alliances qui pourraient être nécessaires pour renforcer les capacités face au VIH/SIDA dans le cadre des systèmes de santé, et les critères de surveillance de cette capacité. Il faut aussi démontrer comment les contextes nationaux et régionaux spécifiques influenceront les possibilités d'une meilleure riposte des systèmes de santé.

13. Selon une autre proposition, la stratégie révisée pourrait également comprendre des conseils sur la façon dont les différentes parties intéressées au plan national pourraient appliquer la stratégie – comment elle pourrait être adaptée à une situation nationale ou locale, quels outils et quelle méthode pourraient être utilisés, quel cadre institutionnel et quelles alliances en faciliteraient la mise en oeuvre, et quelles direction et action collective seraient nécessaires pour l'animer. Des exemples de succès enregistrés dans différents cadres grâce aux efforts de différents secteurs attentivement analysés et clairement présentés seraient particulièrement utiles à cet égard.

ETAPES SUIVANTES

14. Le document relatif à la stratégie est en cours de révision ; il inclura les recommandations issues des consultations régionales et exposera plus clairement ses différents éléments, y compris les suivants : domaines de responsabilité du secteur de la santé dans le contexte d'une riposte multisectorielle ; solutions possibles concernant l'administration et les partenariats ; définition des priorités ; allocation des ressources ; renforcement des compétences ; octroi de moyens aux personnes et aux groupes travaillant dans le secteur de la santé en vue de renforcer les interventions efficaces ; intégration des services ; moyens novateurs de travailler avec les collectivités et la société civile ; moyens de faire face aux effets du VIH/SIDA sur les agents de santé ; et mise en place de réseaux de ressources techniques pour faciliter le renforcement des activités. Un projet plus complet de la stratégie sera soumis au Conseil exécutif à sa cent onzième session en janvier 2003.

MESURES A PRENDRE PAR L'ASSEMBLEE DE LA SANTE

15. L'Assemblée de la Santé est invitée à prendre note du rapport et de l'évolution d'une stratégie mondiale du secteur de la santé face au VIH/SIDA.

= = =